



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 3 Mars 2021

Textes

- Charles Bambara, Directeur de la Communication de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force - Capitaine Agba Mazalo, porte-parole de la Police

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION MINUSCA

Vidéoconférence entre le Président Touadéra et de hauts responsables de l'Union Africaine, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'Union Européenne

Le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, l'Ambassadeur Smaïl Chergui ; le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Ambassadeur Gilberto Da Piedade Veríssimo ; le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, M. Jean-Pierre Lacroix ; et le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, M. Josep Borrell se sont entretenus hier 2 mars par vidéoconférence avec le Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra.

Les échanges ont porté essentiellement sur la situation politique et le processus de paix en République centrafricaine. Cette vidéoconférence s'inscrit dans les initiatives conjointes entre l'Union africaine, la CEEAC, l'Union européenne et les Nations Unies en soutien à la République centrafricaine.

LA SUITE DE COMMUNIQUE QUI A ETE PUBLIE HIER SOIR JUSTE APRES CETTE VIDEO-CONFERENCE...

Les hauts responsables de l'Union africaine, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'Union européenne ont félicité le Président Touadéra pour sa réélection. Ils invitent tous les acteurs nationaux à accepter les résultats des élections tels que proclamés par la Cour constitutionnelle de la République centrafricaine. Ils les appellent à travailler ensemble pour la création de conditions propices à la finalisation du processus électoral dans les délais légaux et de manière libre, transparente, crédible et inclusive, afin d'ancrer la République centrafricaine dans le processus de

démocratisation. Ils saluent la volonté exprimée par le Président Touadéra lors de son discours à la nation du 18 janvier d'unir tous les Centrafricains sans distinction, ainsi que sa main tendue à l'opposition démocratique. Ils prennent également note des efforts en cours pour initier un dialogue politique républicain avec les différents acteurs nationaux.

À cet effet, les hauts responsables de l'Union africaine, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'Union européenne soulignent que ce processus de dialogue politique ouvert et inclusif, qui doit associer dès sa préparation, les pouvoirs publics, l'opposition et les forces vives, doit contribuer à renforcer la représentativité et l'inclusivité des institutions de la République, ainsi que la confiance, l'unité et la réconciliation nationales. Ils ajoutent que les résultats de ce processus de dialogue politique devraient également contribuer à créer les conditions favorables au renforcement de la démocratie, la bonne gouvernance, de l'accès humanitaire, ainsi que la promotion des droits de l'homme, et de permettre le retour durable des déplacés internes et des réfugiés. Par ailleurs, les hauts responsables des organisations partenaires encouragent le Gouvernement centrafricain et les partenaires à continuer les efforts visant à réduire la souffrance de la population surtout en cette période de pandémie, y compris à travers l'assistance humanitaire et la mise en œuvre de projets de développement socioéconomiques ciblant les groupes vulnérables et les préfectures enclavées.

Les hauts responsables de l'Union africaine, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'Union européenne soulignent l'urgente nécessité de relancer le processus de paix et de réconciliation, y compris à travers la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation qui reste le seul cadre commun et viable pour une solution durable. Ils encouragent toutes les parties prenantes – les autorités, les groupes armés, les forces vives, les femmes et les jeunes – à se réengager dans le processus de paix, en privilégiant le dialogue, l'inclusion et la recherche de consensus afin de trouver des solutions politiques durables à la crise centrafricaine et permettant une réelle amélioration de son efficacité afin qu'il apporte les dividendes de la paix à la population. Ils saluent les efforts en cours visant à l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord politique. Ils appellent les groupes armés à cesser immédiatement la violence armée qui ne fait qu'exacerber la souffrance de la population et compromettre la stabilité nationale.

Les hauts responsables de l'Union africaine, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'Union européenne condamnent fermement les attaques contre la population civile, les travailleurs humanitaires et les Casques bleus des Nations Unies, ainsi que toute forme de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire par toutes les parties, y compris les forces de défense et de sécurité. Ils appellent les autorités centrafricaines à mener les enquêtes nécessaires afin de traduire devant la justice les auteurs et commanditaires de tels crimes graves qui ne doivent nullement rester impunis. Ils dénoncent par ailleurs les discours de haine, d'incitation à la violence et de désinformation, et encouragent les autorités nationales à prendre des mesures fortes contre ces agissements.

Les hauts responsables de l'Union africaine, de la CEEAC, de l'Union européenne et des Nations unies soulignent l'importance du soutien et de l'engagement continus des acteurs régionaux. Ils encouragent à la construction des relations de confiance et de coopération avec notamment les pays voisins, y compris à travers la coopération sécuritaire transfrontalière. Ils appellent également à une meilleure coordination des initiatives régionales et internationales, en coordination avec les autorités centrafricaines, afin de promouvoir une cohérence dans le processus de paix et de

maximiser l'impact des actions de la communauté internationale. Ils appellent l'ensemble des partenaires de la République centrafricaine à apporter une réponse urgente appropriée aux besoins humanitaires et de développement durable. Enfin, ils renouvellent leurs engagements aux côtés du peuple et du Gouvernement centrafricains dans leurs efforts de consolidation de la paix.

+++++

- En rappel, le Secrétaire général des Nations unies Antonio GUTERRES a donc présenté mercredi 24 février dernier, son premier rapport sur la situation en République centrafricaine depuis l'adoption de la résolution 2552.

Ce rapport présenté la semaine dernière devant le Conseil de sécurité des Nations unies a permis au SG de faire un point général de la situation dans le pays en insistant sur certains points clés sur lesquels nous voulons revenir...

Pour le SG seule une solution politique permettra d'instaurer une paix et un développement durables, et seuls les dirigeants et le peuple centrafricains peuvent décider de la voie à suivre et s'y engager.

Antonio Guterres souligne la nécessité "de déployer des efforts accrus pour mettre fin à la crise actuelle en engageant un vaste dialogue ouvert à tous et tenant compte des voix des femmes, des jeunes et des chefs religieux ainsi que par des initiatives de renforcement de la confiance, y compris en faisant en sorte que les auteurs de violences soient poursuivis, ainsi que leurs partisans et leurs complices". Le Secrétaire général "encourage tous les Centrafricains à s'engager sur la voie de la réconciliation et de la justice plutôt que sur celle de la vengeance" et "demande au président Touadéra de consolider son héritage en privilégiant la réconciliation nationale et le dialogue au cours de son deuxième mandat et en intensifiant les efforts déployés à cet égard.

Dans son rapport, le Secrétaire général a recommandé une augmentation de 2 750 militaires et 940 policiers, afin d'accroître la capacité de la MINUSCA à s'acquitter des tâches prioritaires de son mandat compte tenu de l'évolution actuelle de la situation et à lui permettre d'améliorer sa capacité à empêcher toute nouvelle détérioration de la sécurité et à inverser la tendance tout en créant des conditions qui favorisent l'avancée du processus politique. "Ces moyens accrus ne remplacent en aucun cas la responsabilité première des autorités nationales qui est de faire progresser le processus de paix et de protéger la population et ne constituent pas non plus une solution militaire aux défis actuels", indique le rapport.

La MINUSCA se félicite des courriers adressés au SG des Nations Unies pour appuyer la requête du renforcement des troupes de la MINUSCA en Centrafrique, par le président Faustin Archange Touadéra et la ministre des affaires étrangères pour une efficacité accrue de la Force sur le terrain des opérations.

Bien entendu beaucoup d'autres points ont été soulevés dans ce rapport mais nous tenions à insister sur la nécessité de ce vaste Dialogue ouvert souhaité par le SG et aussi sur l'accroissement des

moyens humains et matériels qui permettraient à la MINUSCA de remplir sa mission de façon plus efficace encore.

+++++

Mankeur Ndiaye le Représentant spécial du SG des Nations Unies en RCA et chef de la MINUSCA a eu un échange par vidéo conférence avec la commission des affaires étrangères du parlement européen.

Il s'agissait pour le représentant spécial d'un échange de vue avec cette institution sur les derniers développements de la situation politique et sécuritaire en RCA et aussi sur le prochain rendez-vous électoral.

Le parlement s'est félicité des avancements enregistrés dans le processus politique dans un contexte sécuritaire plutôt difficile et a réitéré son soutien au leadership de la Mission.

+++++

ASSISTANCE ELECTORALE DE LA MINUSCA

Préparatifs pour les scrutins du 14 mars prochain

- a. L'Autorité Nationale des Élections (ANE) se prépare pour organiser le scrutin dans les 118 circonscriptions le 14 mars prochain.
- b. La période de campagne électorale pour le premier tour des partielles du 14 mars a été lancée le 27 février, conformément au décret portant convocation du corps électoral. Celle pour le second tour commencera le 06 mars. La date du 12 mars marquera la fin de toutes les campagnes.
- c. Le matériel non-sensible composé des isoloirs, scellés et autres est arrivé le 20 février, celui considéré comme sensible est arrivé à Bangui le 28 février par un vol spécial. Ce dernier lot est constitué de 36 palettes de bulletins de vote et de tous les autres imprimés (*notamment les enveloppes, les procès-verbaux des opérations de vote, les procès-verbaux de dépouillement, les feuilles de- résultats et autres documents électoraux*).

La MINUSCA s'active à déployer tout ce matériel dans le strict respect de la date du 14 mars. Ainsi, le déploiement dudit matériel vers les préfectures a commencé depuis le 26 février. A la date du 2 mars, par voie aérienne, le matériel électoral sensible a été déployé dans cinq (5) préfectures, le matériel électoral non-sensible dans 12 préfectures (16 localités). Ce déploiement se poursuivra jusqu'au 5 mars. Il faut noter aussi que pour certaines préfectures, l'acheminement du matériel se fera par la route.

- d. Les listes électorales et d'émargement ont été imprimées et livrées à l'entrepôt de l'Autorité Nationale des Élections à l'aéroport pour leur déploiement vers certaines préfectures par voie aérienne. Elles seront aussi acheminées dans les préfectures concernées au plus tard le 5 mars. Celles du District de Bangui et des préfectures environnantes seront acheminées par la route.

- e. Les kits électoraux sont arrivés à Bangui le 02 mars. Ils sont constitués de la bureautique destinée aux élections législatives du 14 mars.
- f. Dans le cadre de la formation en cascade prévue pour les élections législatives du 14 mars, cinq (5) superviseurs et dix-huit (18) formateurs nationaux ont été déployés dans quatre (4) préfectures par vol régulier de la MINUSCA. Ces formateurs et superviseurs formeront les membres des démembrements, qui à leur tour formeront les membres des bureaux de vote.
- a. L'ANE poursuit la distribution des cartes d'électeur non retirées lors des élections du 27 décembre, à travers ses démembrements. La MINUSCA, à travers les bureaux de terrain, accompagne aussi cette opération.
- b. L'ANE, accompagnée de ses partenaires dont la MINUSCA, poursuit la sensibilisation des électeurs avec l'objectif d'augmenter le taux de participation aux élections comparativement à celles du 27 décembre.

+++++

Par ailleurs, à **Bangassou**, hier, SCPI et la Division des Affaires électorales ont procédé au lancement des campagnes de sensibilisation pour le deuxième tour des élections par l'approche porte-à-porte. Cette sensibilisation rentre dans le cadre des élections législatives du deuxième tour prévue pour le 14 mars.

Parmi les sensibilisateurs, on retrouve les chefs de quartiers de Bangassou centre, la société civile et les associations de jeune de Bangassou. Au total, 105 sensibilisateurs dont 43 femmes. Ces sensibilisateurs vont sillonner les artères de la ville, ménage par ménage, pour encourager les populations à aller voter massivement, et à éviter les messages de haine et de violence durant ce processus de vote.

A Bria,

- Le BER et les ASPE (Autorité Sous-Préfectorale des Elections) de Bria et Yalinga ont reçu un 1er lot du matériel électoral non sensible constitué de 225 isolecteurs pour la couverture des trois circonscriptions de la Haute-Kotto et deux circonscriptions de la Vakaga. Par ailleurs, le BER a reçu pour le compte des ASPE de Bria, Ouadda et Sam-Ouandja, un second lot du matériel électoral sensible et non sensible, soit : 93 urnes ; 117 listes électorales ; 122 ancrs indélébiles ; tous les bulletins de vote de 117 bureaux de vote dont 63 bureaux de vote dans la Haute-Kotto et 54 bureaux de vote dans la Vakaga.

A **Bossangoa**, dans l'Ouham, début hier mardi, de la formation des membres de l'Autorité sous préfectorale des élections. Cette session de formation se fait dans la perspective des élections législatives partielles prévues le 14 mars prochain. Une activité qui revêt une importance particulière dans la préfecture de l'Ouham où, dans la plupart des circonscriptions, les groupes armés avaient empêché la tenue du premier tour des élections en décembre dernier.

+++++

Dans la préfecture de la NANA GRIBIZI, La campagne électorale se déroule sans incident mais avec une ambiance encore timide. Quelques candidats marquent leurs présences avec des banderoles et affiches à leurs effigies.

Dans le centre-ville de Kaga Bandoro, deux candidats ont leurs affiches installées à des endroits stratégiques de la ville.

+++++

SECTION DES AFFAIRES CIVILES

Les activités de la Division des Affaires civiles se sont articulées, la semaine dernière, autour de deux grands axes, à savoir le dialogue communautaire et la réconciliation ainsi que la protection des civils.

Dans le cadre du dialogue communautaire et la réconciliation, on note la réouverture officielle, le 26 février dernier, de la mosquée du quartier Boeing. Cela faisait huit années que les musulmans du quartier Boeing n'ont pas pu tenir de culte sur le site de leur mosquée détruite lors des violences survenues dans le pays en 2013. Même si certains d'entre eux ont pu regagner le quartier depuis lors, le site était inexploitable. Néanmoins, depuis le vendredi 26 février, ils peuvent enfin s'y rassembler pour la prière commune, grâce aux efforts conjugués du Comité de Pilotage du Pacte de non-agression entre Boeing et PK5 appuyé par la MINUSCA.

Il est à mentionner qu'outre la réouverture de la mosquée, des sessions de dialogues communautaires rassemblant les jeunes, femmes, leaders communautaires et autorités locales ont été organisées, en plus de l'instauration d'une journée de salubrité autour de la mosquée de Boeing.

Par ailleurs,

- Dans le cadre des activités programmatiques, la section des Affaires Civiles de Bria a organisé du 22 au 26 février, trois ateliers de formation sur la gestion des activités génératrices de revenus pour les bénéficiaires du projet «Appui aux initiatives de paix et restauration de la cohésion sociale en Haute Kotto» visant à promouvoir la paix et cohésion sociale grâce à la coopération intercommunale. Au total, 60 bénéficiaires de diverses communautés de la Haute Kotto, dont 27 femmes, ont participé aux ateliers et ont reçu les kits.
- Le 26 février, La Section des Affaires civiles a organisé un atelier de réflexion pour relancer le dialogue et soutenir les initiatives de consolidation de la paix à Bangassou et ses environs à la suite de la crise du 3 janvier 2021. Quarante-huit (48) femmes de Bangassou et des municipalités voisines ont participé à cet atelier pour exprimer leurs points de vue et leur analyse de la crise, en mettant en évidence les défis et les solutions potentielles, et les attentes vis-à-vis des autorités locales et de la MINUSCA. Ils se sont engagés à soutenir des initiatives

de consultation similaires et à donner un rôle plus important aux femmes dans les processus de paix et de réconciliation.

Dans le cadre de la protection des civils,

- Du 23 au 26 février, CAS Ndélé a dirigé un atelier de renforcement des capacités organisé au profit de 45 éléments FACA et FSI sur la protection des civils et des droits de l'homme. L'atelier a vu la participation d'autres sections du bureau de terrain (UNPOL, PAD et HRD) en plus des commandants des FACA et des FSI basés à Ndélé. Les sujets abordés comprenaient la police de proximité, le droit international humanitaire, les règles disciplinaires générales, ainsi que la sensibilisation à la violence basée sur le genre (VBG) et aux mesures préventives de la COVID-19. Plus généralement, l'atelier visait à faciliter la compréhension par les FACA et les FSI du mandat de la Mission en matière de protection des civils, et à les aider à collecter les informations nécessaires pour prévenir, répondre ou dissuader des situations dans lesquelles les civils sont menacés de violence physique.
- Le 24 février, CAS et le Syndicat national du personnel, soutenus par le pilier national Dialogue et Réconciliation de CAS et les fonds programmatiques SCPI, ont lancé une campagne de sensibilisation et de prévention de deux semaines sur la lutte contre la COVID-19 à Begoua pour accompagner le prochain cycle des élections législatives. Cette campagne de sensibilisation et de prévention, qui se poursuivra jusqu'au 5 mars 2021, couvrira également les huit districts de Bangui, et Bimbo.

Section DDR

Les opérations de désarmement et de démobilisation (DD) mises en œuvre par l'équipe mobile de l'UE PN DDRR, avec le soutien de la MINUSCA, se sont déroulées à Bangui du 25 au 27 février ciblant 237 éléments de la Seleka Rénovée cantonnées sur le site du camp militaire de l'ancien RDOT.

Au total 86 combattants dont 4 femmes ont été désarmés et démobilisés dans le cadre Programme National DDRR (PN DDRR). Pendant ces opérations, 33 armes de guerre, 16000 munitions et 190 explosifs ont été collectées.

A la requête du gouvernement, et suite aux accords avec les éléments ciblés, les restants 157 éléments non éligibles au PN DDRR rentreront dans le projet de réduction de la violence communautaire (CVR) mise en œuvre par la MINUSCA ; leur enregistrement se fera cette semaine, et vers mi-mars ils entameront les formations professionnelles et autres activités liées au Project CVR en cours.

A ce jour, tous les ex-combattants qui étaient dans le camp RDOT l'ont libéré, et ce camp militaire est déjà rétrocedée et désormais sous contrôle des FACA.

En outre, depuis le lundi 01 mars 2020 deux équipes mobiles de l'UE PN DDRR sont déployées toujours à Bangui, simultanément dans la cour du Ministère du DDRR et à Bimbo pour effectuer les opérations de désarmement et démobilisation (DD) des éléments de l'UFR, de l'UFR-F et du FPRC/branche Abdoulaye Hissène. Ces opérations DD se poursuivront toute cette semaine.

+++++

DROITS DE L'HOMME

Durant la période du 23 février au 1 mars 2021, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a documenté **25 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 41 victimes (23 hommes, cinq femmes, un garçon, quatre filles et huit groupes de victimes collectives)**. La DDH a observé une augmentation de 4.16% du nombre d'incidents et de 28.12% du nombre de victimes comparativement à la semaine précédente.

Les abus/violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire enregistrés au cours de cette semaine concernent des cas de meurtres, de menaces de mort, de viol, de restriction de mouvement, d'enlèvement, d'atteinte à l'intégrité physique, de détention arbitraire de liberté, de confiscation, de taxation illégale et de pillage.

Les préfectures les plus touchées sont la Nana-Gribizi, la Ouaka, le Mbomou, l'Ombella M'Poko et l'Ouham.

Les auteurs présumés des abus/violations documentés cette semaine sont la CPC, les éléments anti-Balaka, le MPC, les 3R et les Peuhls armés.

Les FACA/FSI & alliés sont présumés auteurs de deux incidents affectant trois victimes : un cas de confiscation et un cas de détention arbitraire. Les FACA sont présumés auteurs de cinq cas avec neuf victimes et les FACA/ & allies sont présumés auteurs d'un cas de détention arbitraire de liberté sur un homme.

De plus, de nombreuses allégations ont été rapportées dans la préfecture de la Nana-Gribizi. De plus, les investigations de la Division des DH se poursuivent sur l'ensemble du territoire pour documenter les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises durant la période du 15 décembre 2020 au 28 février 2021.

+++++

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 02 mars 2021 sont :

- Cas accumulés : 598
- Cas guéris : 567
- Cas actifs : 17
- Décès : 5

+++++

PORTE-PAROLE DE LA FORCE

La situation sécuritaire cette semaine a été relativement calme, ponctuée cependant par des incidents sécuritaires isolés commis par des supposés éléments des groupes armés coalisés contre les populations civiles, les personnels humanitaires et le personnel de la MINUSCA. Les casques bleus continuent d'assurer la protection de ces populations dans plusieurs localités, qui sont mises à rude épreuve par les éléments armés lors de leurs replis à l'issue des combats avec les forces gouvernementales. La Force de la MINUSCA continue d'appuyer la sécurisation du corridor Bangui-Garoua-Boulaï pour l'acheminement des biens et la circulation des personnes.

Les contingents de la MINUSCA, en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaines, se préparent aux opérations de sécurisation des élections, conformément au plan intégré de sécurisation des élections.

A l'Est, la situation est calme mais volatile. Suite à l'offensive des FACAs, les éléments armés durant leurs replis, ont été à l'origine des incidents sécuritaires isolés, notés dans la zone. Pour lutter contre ces activités, les soldats de la paix marocains continuent de mener des opérations de sécurisation robustes dans les villes de Bangassou, Rafai, Zemio, Obo et leurs environs, afin de dissuader et d'empêcher les actes illégaux perpétrés par les éléments armés contre les populations. Dans le cadre du processus électoral, les unités se préparent à la sécurisation du vote en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaines. Au total, 680 patrouilles de sécurité ont été effectuées dans le secteur.

Au Centre du pays, la situation sécuritaire n'a pas connu d'évolution significative, elle est restée calme mais volatile. A la suite de la pression exercée par les FACA sur éléments armés coalisés dans certaines villes, il a été noté un plus grand nombre de déplacements de ces derniers, ce qui a provoqué d'importants mouvements de populations, qui le plus souvent trouvent refuge à proximité des installations de la Force. Des opérations de sécurisation robustes sont ainsi conduites

pour dissuader et empêcher les atteintes à la sécurité des populations civiles. Au total, 1070 patrouilles ont été conduites au cours de la semaine écoulée dans le secteur centre.

A l'Ouest, la situation est calme mais précaire. Le retour des forces de défense et de sécurité centrafricaines dans le secteur a permis une réduction des activités des éléments des groupes armés coalisés, mais elle reste la zone où ils sont le plus actifs notamment dans les parties nord et nord-ouest. Des tentatives de harcèlement et d'entrave à la libre circulation continuent d'être notées mais ont fait l'objet d'opérations de démantèlement par la Force. Le contingent camerounais continue ses actions de sécurisation dans la zone allant de Bedaka à Markounda où plusieurs tentatives de vols de bétails ont pu être stoppées. Des points de contrôle sont érigés actuellement le long du corridor et permettent une meilleure sécurisation des convois, et des patrouilles frontalières exécutées pour empêcher l'infiltration d'éléments armés. Au total, 265 patrouilles de sécurisation ont été conduites dans les villes de l'ouest et leurs environs.

A Bangui, on constate un retour à la normale et une reprise progressive des différentes activités. Les unités de l'état-major intégré de Bangui assurent leurs missions de sécurisation des huit arrondissements de la capitale en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaines. La sécurisation des lots de matériels sensibles pour la poursuite du processus électoral en liaison avec l'ANE se poursuit. La Force de la MINUSCA, en liaison avec les forces de défense et de sécurité centrafricaines, met l'effort sur la sécurisation des prochaines échéances électorales.

CIMIC

Dans le cadre des activités civilo-militaires, à **Bangui**, les casques bleus de l'Etat-Major intégré (**JTFB**) ont distribué **106.200** litres d'eau potable la semaine dernière au profit de près de **5984** bénéficiaires. Les personnels de l'hôpital de niveau 2 du contingent serbe ont fourni des fournitures scolaires, des articles de sports ainsi que de la nourriture aux enfants de l'orphelinat sur l'avenue Boganda, en face du MHQ. Ce soutien a été réalisé sur la base de cotisations du personnel.

A l'Ouest, le contingent bangladais a procédé à des distributions de nourritures aux enfants dans des écoles, à BOUAR ainsi qu'à BOCARANGA. Une assistance médicale a été apportée par les équipes médicales tanzaniennes et péruviennes respectivement à Gbambia, pour un accidenté et

des malades atteints de typhoïdes, et à BOUAR dans le cadre de soins dentaires. Des opérations de sensibilisation sur la participation aux prochaines échéances électorales ont été également menées lors des patrouilles, à AMADAGAZA.

Au Centre, les casques bleus burundais ont lancé un projet pour la promotion et l'amélioration des compétences des jeunes talents de Kemo, en engageant leurs spécialistes des domaines de l'informatique, la menuiserie, la couture, l'électromécanique entre autres qui durant quatre jours ont partagé leurs connaissances avec les jeunes de la localité. Ce projet a été conduit en coordination avec la cellule DDR de Kaga-Bandoro pour contribuer à une meilleure réinsertion des jeunes. Les activités de formations initiées par le contingent Pakistanais dans le cadre du programme d'autonomisation des femmes se poursuivent à Kaga-Bandoro avec la contribution des premiers bénéficiaires qui participent maintenant à l'encadrement des nouveaux participants. La campagne d'assistance médicale initiée par le contingent bangladais se poursuit, avec comme activités phares cette semaine la remise de matériels de protections et de médicaments aux personnels de l'hôpital de Kaga-Bandoro ainsi que la distribution de masques et de matériels didactiques aux élèves.

A l'Est, le contingent rwandais a sensibilisé les populations locales de BOUGOU1, dans le cadre d'un programme d'aide à l'amélioration de la condition des femmes, sur l'importance d'améliorer les rendements agricoles et la gestion des récoltes. Un moulin pour la transformation en farine de maïs et de magnoc leur a été offert lors de cette activité.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE

Le 27 février, en prélude à sa fin de mission en République centrafricaine, le chef de la composante Police de la MINUSCA, le Général de Division Pascal CHAMPION, a mené conjointement avec le réseau des femmes UNPOL, dans le cadre de ses activités, une action de solidarité au profit de 44 ménages résidant à Bangui. Il a fait don de vivres et matériels aux victimes des inondations vivant sur le site des personnes déplacées de Petevo dans le 6e arrondissement.

Dans le cadre du processus électoral, le coordonnateur UNPOL du pilier développement a participé à une réunion au siège du PNUD à Bangui.

Les discussions avec les partenaires techniques et financiers ont porté sur le point des activités d'appui aux FSI dans le contexte actuel de la crise électorale, la sécurisation du prochain tour des élections, les projets pour l'année 2021, l'évaluation des conditions de vie dans les écoles de formation et le projet d'extension de la vulgarisation de la « Ligne verte 1325 ».

Parallèlement, les UNPOLs en colocation au Commissariat de Police du 4e arrondissement et à la Brigade territoriale de PK12 ont participé le 26 février à un atelier de formation des acteurs judiciaires sur la prévention des violences électorales, tenu au siège de l'Autorité Nationale des Elections (ANE) à Bégoua. Cet atelier a été organisé par la MINUSCA au profit des Forces de Sécurité Intérieures en service à la direction générale des opérations.

Dans le cadre de l'appui à la restauration de l'Etat de droit et à la réforme des secteurs de la justice et sécurité en RCA, le Coordonnateur de Pilier Développement a participé à une réunion qui s'est tenue dans les locaux de PNUD à Bangui. Trois (3) chapitres ont été retenus pour bénéficier d'un appui financier en 2021 notamment dans le domaine de la promotion de la capacité de planification, de gestion et de coordination au sein du MISIP et des directions de la Police et de la Gendarmerie centrafricaines ; le redéploiement des FSI sur l'ensemble du territoire et l'appui à la mise en œuvre de la police de proximité, modèle centrafricain.

La coordination de la formation UNPOL a procédé, du 22 au 26 février au Camp IZAMO, au renforcement de capacités en Police Technique et Scientifique de 31 FSI. L'objectif était de leur faire acquérir des techniques de gestion d'une scène de crime en tant que premiers intervenants sur un lieu.

APPUI OPERATIONNEL AUX FSI

A Bangui, le 26 février, les UNPOLs, en colocation aux Commissariats de Police du 5eme arrondissement et de Boeing, ont assuré conjointement avec FSI et la JTFB, la couverture sécuritaire de la cérémonie du 5eme anniversaire de la signature du pacte de non-agression entre Boeing et PK5. Cette cérémonie a été couplée avec la réouverture officielle de la mosquée de Boeing dans le 3e arrdt.

Concernant la protection des civils, les unités de police constituée et de protection rapprochée assurent les missions d'escorte et de protection des hautes personnalités et des populations. Les équipes UNPOL des colocations de Bangui conjointement avec les FSI, et l'état-major intégré (JTFB) multiplient les patrouilles dans toute la ville et sur les sites des personnes déplacées dans les régions.

UNPOL a appuyé les homologues FSI du Peloton motorisé dans le cadre de la reconstitution d'un cas d'accident matériel de la circulation routière, survenu le 23 février sur l'Avenue BENZVI dans le 5^e arrondissement.

A Bouar, dans la Nana-Mambéré, une équipe composée d'officiers enquêteurs UNPOL sous escorte de l'unité de Police constituée 1 du Cameroun a procédé à une évaluation de la situation sécuritaire et à des constatations sous MTU, au Bureau des Douanes et à la Direction de l'Elevage. Pour rappel, les deux centres administratifs avaient été pillés et saccagés lors des violences électorales de décembre dernier.

A Bria, UNPOL a assuré la sécurisation d'une opération de distribution de vivres, organisée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en collaboration avec une ONG internationale, au profit de 2708 déplacés internes.

A Ndele/Préfecture de Bamingui-Bangoran, les 24 et 26 février a eu lieu un atelier de formation au profit des Forces de Défense et de Sécurité Intérieure sur la protection des civils, les droits de l'homme et la police de proximité, organisé par la section des Affaires civiles de la MINUSCA avec l'appui de UNPOL. L'objectif de cet atelier est de permettre aux participants de mieux maîtriser la notion de Violences Basées sur le Genre (VBG) et d'agir en conséquence lorsqu'ils y feront face.

Enfin, UNPOL a sécurisé le 26 février le transfèrement en provenance de Bangassou d'un détenu par vol UN. Il est accusé de vol à main armée, détention illégale d'armes et munitions de guerre, atteinte à la sûreté intérieure de l'état, rébellion, association de malfaiteurs et pillage. Il a été conduit à la SRI sous escorte de l'unité de protection rapprochée du Rwanda et d'une équipe des investigations criminelles FSI/UNPOL.

© SCPI 2021